« Jusqu'au bout pour le retrait » : les directions syndicales ont la responsabilité d'appeler à la grève générale !

Ce mardi 3 mai avait lieu une nouvelle journée d'action pour le retrait du projet de loi Travail. Le contexte était marqué par les deux journées de grève et de manifestation du jeudi 28 avril et du dimanche 1er mai, où des dizaines de milliers de jeunes et de travailleur-e-s ont bravé un niveau inouï de répression par l'État bourgeois pour revendiquer le retrait pur et simple du projet de loi, mais aussi pour exprimer le désir d'un autre système que celui de l'exploitation capitaliste. L'opération du gouvernement ne fonctionne pas, du moins pas complètement : la mobilisation se poursuit et les provocations de la police sont perçues à une échelle de masse.

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a pris la parole à un meeting intersyndical à Paris, sur l'esplanade des Invalides, pour affirmer sa détermination à lutter « jusqu'au bout » pour le retrait. Il a promis le soutien de la confédération aux salarié-e-s qui partiraient en grève reconductible. Mais c'est tout l'inverse qu'il faudrait : les salarié-e-s attendent que les directions syndicales appellent à la grève générale interprofessionnelle jusqu'au retrait pour se mobiliser massivement et bloquer l'économie et les profits capitalistes. Au lieu de quoi les bureaucraties syndicales déçoivent leur base depuis deux mois en multipliant les journées d'action sans lendemain, qui ne donnent pas aux travailleur-e-s le temps de s'organiser à la base, en assemblées générales et en comités de grève.

Pendant ce temps, la jeunesse a encore une fois démontré son courage et sa détermination. Malgré les vacances, une nouvelle coordination nationale étudiante s'est tenue ce samedi 30 avril. Le maintien d'un cadre qui coordonne à l'échelle nationale les assemblées générales assure la continuité du mouvement et maintient les conditions d'une nouvelle massification. La moindre étincelle peut ainsi susciter une nouvelle flambée de la mobilisation dans la jeunesse.

Ainsi, la coordination régionale d'Île-de-France appelait ce mardi 3 mai à une manifestation depuis Montparnasse pour rejoindre le meeting intersyndical. La jeunesse de région parisienne a ainsi fait la preuve de sa force et de son organisation, en mettant en place un cortège dense et combatif de près de mille manifestant-e-s, qui ont su se défendre eux-mêmes, avec un service d'ordre autogéré, face aux tentatives

d'intimidation et de répression de la flicaille. Elle a ainsi démasqué la mollesse des directions syndicales, qui se contente d'interpeller les députés, semant ainsi des illusions sur le système électoral bourgeois, qui repose sur des politiciens professionnels au service des capitalistes, alors que la vraie démocratie ouvrière passe par l'auto-organisation des travailleur-e-s en lutte. Alors que le représentant de l'Unef a été copieusement hué mardi aux Invalides, un représentant de la coordination lycéenne a pu parler pour affirmer avec clarté : « *Ce n'est pas en interpellant les députés qu'on va faire retirer cette loi mais par des grèves et des blocages* ».

Il ne faudrait pas que de si belles réussites poussent la jeunesse sur une pente gauchiste, qui lui ferait prendre toujours plus de risques face à l'appareil répressif. Le chemin de la victoire est celui de la lutte massive, en lien avec les salarié-e-s. Tant qu'elle reste isolée, la jeunesse a intérêt à se garder, autant que possible, des coups de matraque et des interpellations qui ont tendance à démobiliser les masses. Cela passe notamment par le renforcement des structures d'auto-défense collective, dans l'unité de toute la jeunesse, mais plus encore par la recherche systématique de la convergence avec les salarié-e-s.

La colère populaire est immense. Le rejet du gouvernement est massif. Aujourd'hui, malgré un discours en apparence radical, la direction de la CGT protège le gouvernement et s'oppose à la grève générale. Alors qu'une intersyndicale de cheminots appelle à une manifestation le 10 mai et à une grève reconductible à partir du 18 mai, l'intersyndicale nationale offre pour seule perspective une journée d'interpellation des députés le 12 mai ! C'est du sabotage pur et simple ! Il faut dès aujourd'hui engager la bataille pour obliger les directions syndicales à appeler à la grève reconductible à partir du 18 mai. Dans les syndicats, dans les AG, à Nuit Debout, il faut multiplier les prises de position pour exercer une pression maximale sur les directions syndicales. Le NPA doit oser se confronter aux bureaucraties syndicales et doit être le porte-parole de tous ceux qui veulent construire la grève générale.

Tout en amplifiant ce travail d'interpellation, il faut préparer les conditions de la grève reconductible là où nous travaillons. Dans le secteur du transport routier, la grève reconductible commence à faire son chemin. C'est encourageant, et une fenêtre s'ouvre autour du 18 mai, et il ne faudra pas la rater. Les capitalistes peuvent anticiper un jour de grève carrée, mais rien ne les prépare au blocage généralisé de l'économie. Ensemble, jeunes et travailleur-e-s peuvent gagner sur toutes leurs revendications, ils/elles peuvent non seulement défendre leurs acquis et faire de nouvelles conquêtes, mais faire vaciller le système, prendre le contrôle des moyens de production et ouvrir la voie vers la société communiste autogestionnaire, sans classes et sans exploitation, fondée sur la libre coopération des travailleur-e-s.

Ne lâchons rien, continuons le combat jusqu'au retrait !

A bas la répression ! Vive l'auto-défense populaire !

A bas les bureaucraties syndicales ! Vive la grève générale !

A bas le capitalisme ! Vive le communisme autogestionnaire !

Gwen Ben Gwen, le 3 mai 2016